

BOUMERDÈS

Bras de fer entre le secteur du commerce et les fellahs

Un bras de force est engagé entre les fellahs et les pouvoirs publics représentés par le département du Commerce. A Boumerdès, connue pour sa production agricole, la tension est palpable chez les agriculteurs. Point de discorde, l'application du décret exécutif 16/66 instituant l'obligation aux fellahs d'établir une facture des produits agricoles livrés aux mandataires ou aux grossistes.

Cette obligation est entrée en vigueur le 22 mai 2016. Dans ce dossier, chaque partie développe ses arguments soit pour l'obligation de facturer les marchandises livrées ou pour le rejet de cette démarche. «L'objectif de ce décret que nous avons expliqué aux fellahs à travers plusieurs regroupements d'information et de sensibilisation, c'est d'instituer la transparence et la traçabilité des produits. Personne ne sait actuellement quelles quantités sont produites ni celles mises sur le marché. Par ailleurs, par cette procédure légale, nous éliminons les spéculateurs et les intermédiaires qui créent des monopoles. L'action aura un effet positif dans le long terme. Nous comptons en effet nous intéresser plus tard sur la qualité et la sécu-

rité des produits mis sur le marché», dira Samia Ababsa, directrice du Commerce de la wilaya (DCW) du Rocher noir.

«L'objectif de ce décret et de de cette action vise à regrouper les fellahs, les mandataires et les grossistes professionnels pour éliminer toute cette faune qui parasite le marché des produits agricoles», insiste le chef de service de la DCW, Rabah Chibani, chargé de l'organisation des marchés.

A noter que le fameux décret institue 3 types de factures se rapportant aux produits agricoles, animaliers ou ceux provenant de l'artisanat. Pour l'heure, aussi bien la DCW, Ababsa, que son chef de service, ne parlent que de bon de transaction commercial, non pas de facture avec des prix unitaires.

Mais le décret 16/66 signé par le Premier ministre est très clair ; il s'agit d'une facture telle que reconnue par le code du commerce. A l'heure actuelle, gendarmes, policiers et agents du commerce peuvent, en vertu de ce décret, saisir tout produit agricole transporté sans facture.

«La ferme n'est pas le marché»

Les fellahs pour leur part soupçonnent les pouvoirs publics de vouloir aller à petits pas vers l'instauration d'une imposition des produits agricoles. «Nous ne sommes pas contre les règles et les lois du pays, nous ne sommes pas non plus contre la régulation du marché, mais nous disons que la ferme n'est pas un marché. En clair, le fellah ne peut jamais déterminer le prix de vente de sa production pour pouvoir établir une facture avec le prix unitaire. Ce prix est déterminé par la fluctuation du marché. Ce marché évolue parfois d'heure en heure. Le prix d'un produit donné, affiché à l'ou-

verture du marché, peut changer une demi-heure après. Par ailleurs, les mandataires refuseront de réceptionner les marchandises accompagnées d'une facture», dira Youcef, un important fellah de la wilaya de Boumerdès, également président d'une association d'une filière de production.

Notre interlocuteur rappelle les cas de mévente des marchandises ou de la détérioration de celles-ci. Youcef, qui a assisté à plusieurs regroupement des fellahs de la région par la DCW sur ce dossier, ce qui lui donne une idée précise quant au rejet de cette solution par la corporation dont il fait partie, estime que les pouvoirs publics prennent ce dossier par le mauvais côté. «Je pense qu'il faut d'abord commencer par réorganiser les mandataires et les grossistes et les contraindre, d'une part à travailler avec des fellahs sur la base de contrats annuels et d'autre part à délivrer les factures aux détaillants. C'est en fait les mandataires et les grossistes qui ont la qualité de commerçant, pas les fellahs.»

Abachi L.

La Sonelgaz promet un été sans grandes perturbations

Les populations de certaines villes du littoral de la wilaya de Boumerdès doublent une fois l'été installé. Ce qui entraîne l'augmentation la consommation de l'énergie. La Sonelgaz sera-t-elle au rendez-vous pour éviter à ses abonnés les désagréments des coupures intempestives ? C'est la question que nous avons adressée à Abdelkader Biter, responsable de la Direction de distribution de Boumerdès (DDB), à l'issue de son exposé sur le bilan de la Sonelgaz de Boumerdès.

«Les programmes réalisés jusqu'à présent, notamment l'installation de 50 postes (131programmés ndlr), nous permettent de nous engager sur un été sans grosses pannes qui causent des désagréments à nos clients», promettait notre interlocuteur. Cependant, il n'a pas manqué d'introduire un élément de prudence dans sa réponse. «Aucun réseau n'est fiable à 100%, il y aura toujours des petites pannes.

Le conférencier rappellera, à l'occasion, que ces pannes proviennent, en majorité, des agressions des réseaux par des fraudeurs.

Par rapport à il y a 4 ou 5 ans, nul ne pourra démentir le fait que la distribution de l'énergie électrique s'est nettement améliorée dans la wilaya de Boumerdès, plus particulièrement dans les agglomérations de l'intérieur de la wilaya. Pour ce faire, la DDB a consenti d'énormes investissements et réalisé plusieurs plans d'urgence.

Cette amélioration se remarque à la baisse du taux des incidents électriques sur le réseau. Ce taux était de 44,80%, en 2013, avant qu'il ne soit ramené à 25,42% en 2015.

Or le nombre d'abonnés a en parallèle augmenté (+10,60%) allant de 199 993 (60 773 gaz) à 221 189 (gaz 74 875) Dans l'introduction présentant ce point de presse, l'on note que la Sonelgaz de Boumerdès a prévu d'investir, en 2016, pas moins de 1 584 millions de dinars pour réaliser différents programmes de nouveaux équipements ou dans de grandes opérations de maintenance. Une grande partie de cet argent sera consacrée au programme spécial été.

L'entreprise aura-t-elle les cou-

dées franchises, dans le secteur financier notamment pour réaliser ce programme ? Cette question se pose d'autant que les créances que la DDB détient sur ses gros clients (APC, services de sécurité, Wilaya, structures de santé, services des eaux) se chiffrent, en 2015, à 1 137,96 millions de dinars. A ce propos, la Sonelgaz a enrôlé en 2015, 13 525 affaires pour recouvrer les

montants de ses factures (créances) chez les particuliers.

Créances, fraudes et oppositions

En plus des mauvais payeurs, la Sonelgaz fait face à d'autres difficultés. L'équivalent de 1 402 millions de dinars en électricité a été perdu en 2015. L'entreprise qui fournit l'énergie considérée, désormais, comme un droit pour chaque citoyen, fait face à des oppositions – 27 au total – de la part de certains citoyens. Ce qui ralentit le programme de modernisation du réseau. Elle a, en outre, déposé 61 plaintes contre des fraudeurs avérés. D'autres délinquants lui causent d'autres soucis comme le vol du

cuire particulièrement dans la région de Bordj-Ménaïel. 5 840 mètres, l'équivalent de 2 millions de dinars, sans compter la mobilisation des équipes de réparation, ont été arrachés et volés. Le directeur de la DDB, entouré de ses proches collaborateurs, a fait face aux questions des journalistes, après avoir distribué et fait lecture d'un bilan chiffré et très détaillé des réalisations en 2015, des perspectives de l'entreprise au niveau local et des difficultés qu'elle rencontre. C'est une démarche qui sera, nous l'espérons, un exemple de la part d'autres entreprises ou institutions de la région. C'est la meilleure façon de gérer dans la transparence et tenir informé le citoyen-client.

A. L.

TIPASA

Les villes de Menaceur, Sidi Semiane et Messelmoun au cœur du programme de l'électrification rurale

Lors du traditionnel rendez-vous avec la presse et les médias, la Sonelgaz s'est évertuée à vulgariser les informations techniques et commerciales de son activité.

M. Aït Abdelkader, le responsable de la direction de la distribution de Tipasa, s'est attaché à fluidifier les informations commerciales et techniques dédiées à la presse et aux médias. En toute transparence, cet ingénieur en électronique issu de l'Ecole nationale d'électronique et d'électricité d'Alger a expliqué les efforts tendant à la maîtrise des pertes d'énergie, qui sont passées de 32 gigawatts en 2014, pour baisser jusqu'à 30 gigawatts en 2015, c'est-à-dire que Tipasa se situe dans le peloton des directions qui ont amélioré significativement leurs performances, et qu'elle se place en meilleure position que le niveau du centre algérien de Sonelgaz, cela pour le côté cour, mais le revers de la médaille traduit une situation inquiétante, voire alarmante.

En effet, cette perte d'énergie dont une partie est constituée par 544 cas de fraude, a induit un volume de perte d'énergie qui avoisine 312 gigawatts en 2015, soit 1300 millions de dinars, dont Hadjout et Koléa se situent en tête de liste.

Cependant, ces pertes financières, comparativement au chiffre d'affaires de l'exercice, qui est de 3585 millions de dinars, n'inquiètent pas sachant que la masse salariale des 500 agents de cette direction est largement couverte, même si les pertes d'énergie représentent quatre fois le chiffre d'affaire mensuel.

Cela étant, le solde des créances des abonnés ordinaires, représente quant à lui 613 millions de dinars induits par des délais cré-

aits clients de 104 jours, c'est-à-dire que la moyenne des clients met 104 jours de retard pour s'acquitter de leurs factures.

Où se situent ces créances ? Selon le bilan de 2015, qui nous a été communiqué, il y a 710 millions de dinars, qui se trouvent au niveau des abonnés privés et 371 millions au niveau de l'Administration.

Ces créances détaillées se retrouvent au niveau des APC, pour un montant de 116 millions de dinars dont Tipasa et Hadjout caracolent en tête de liste, respectivement avec 20 millions de dinars et 12 millions de dinars.

Ainsi, les grands débiteurs sont les structures de l'habitat et les directions de la wilaya avec 238 millions de dinars et les APC avec 116 millions de dinars. Suivent ensuite, les service de sécurité avec des soldes de 90 millions de dinars, les entreprises des eaux avec 33 millions de dinars, la justice avec

27 millions de dinars, le service sanitaire avec 19 millions de dinars, l'éducation avec 16 millions de dinars, les télécoms avec 12 millions de dinars et les hôtels avec des soldes d'1 million de dinars.

En marge de ces considérations, il convient de préciser que l'activité de réalisation de l'électricité est importante, sachant que la longueur du réseau électrique est de 4 000 kilomètres, dont 3 500 kilomètres en aérien et 540 kilomètres en souterrain.

Ce bilan fait état aussi du l'évolution à la baisse des incidents d'électricité par microcoupures qui sont passés de 4 600 cas en 2013 à 1 700 cas en 2015 ; de même que pour les avaries des transfos, qui sont passés de 37 cas en 2013 à 13 cas en 2015.

Les agressions d'ouvrages ont été de 488 cas en 2015 et ont donné lieu à 369 dépôts de plaintes.

Houari Larbi

TIARET

Un marché à bas prix durant le mois de Ramadhan

A la veille de Ramadhan, l'ex-Souk El Fellah situé dans la partie sud de la ville, plus précisément sur la route de Sougueur, a été transformé conjoncturellement en marché à bas prix au grand bonheur des consommateurs confrontés aux épreuves des prix comme à chaque mois sacré.

Inscrite à l'actif de l'Union générale des commerçants et artisans algériens en collaboration avec la Direction du commerce et l'APC de Tiaret, cette initiative concerne principalement les produits alimentaires de large consommation «made in Algeria» comme la farine, l'huile, la semoule, le sucre, le café ainsi que la viande, le lait et ses dérivés.

Certains produits sont proposés à hauteur de 30% de réduction par rapport aux prix habituellement pratiqués, a tenu à nous confirmer Nouredine Bouteldja, secrétaire général du bureau de wilaya de l'UGCAA.

Quelques quarante intervenants entre grossistes en alimentation générale, éleveurs, producteurs et boulangers, ont en effet répondu à l'appel pour occuper les locaux durant tout le mois sacré. Déjà depuis l'ouverture du marché, jeudi dernier, bon nombre de citoyens sont venus satisfaire leur curiosité et s'enquérir des produits proposés et leurs prix.

Pour ce qui est des horaires, l'on saura auprès du SG de l'UGCAA que le marché ouvrira ses portes de 9h à 19h. Le même orateur devait insister sur la disponibilité régulière des produits prisés durant le mois de Ramadhan comme le lait, indiquant que les fournisseurs se sont engagés à honorer la demande.

Mourad B.